

Appel des enseignant.e.s du Val-de-Marne.

**NON à la destruction de l'enseignement public,
OUI à des moyens à la hauteur de la réussite de nos élèves**

Nous, enseignant.e.s des établissements suivants du Val-de-Marne :

Lycée Adolphe Chérioux (Vitry-sur-Seine)
Lycée Darius Milhaud (Le Kremlin-Bicêtre)
Lycée Guillaume Apollinaire (Thiais)
Collège Guy Môquet (Villejuif)
Ecole maternelle et élémentaire Guy Môquet (Ivry-sur-Seine)
Lycée Fernand Léger (Ivry-sur-Seine)
Lycée Jean Macé (Vitry-sur-Seine)
Lycée Romain Rolland (Ivry-sur-Seine)

nous sommes réuni.e.s en Assemblée Générale le 6 février 2018 au lycée Romain Rolland.

- 1) Nous rappelons notre opposition sans appel à toutes les réformes visant à détruire le système d'enseignement public, de la maternelle à l'Université.

Derrière la soi-disant « défense » et « libéralisation » de l'éducation publique, se cachent en vérité des procédés mensongers et injustes :

- La mise en place de « classes de CP réussite » à effectifs réduits provoque en contrepartie la fermeture massive de classes d'écoles maternelles et primaires. C'est notamment le cas dans le Val de Marne où **180 classes vont être supprimées**, alors même que le département connaît une hausse démographique sans précédent.
 - Les collèges, les lycées généraux et technologiques, les lycées professionnels **voient leur nombre d'heures diminuer**.
 - La réforme du bac et du lycée, sous couvert de « liberté » d'enseignement et de « choix » des matières, mène à **une disparition programmée d'un socle commun de culture et de savoir**. En généralisant le contrôle continu dans l'évaluation des élèves, elle instaure de profondes **inégalités entre lycées**.
 - « Parcoursup » entraîne **une sélection généralisée**. La réforme de l'orientation ferme la porte de l'Université à des milliers d'élèves, jugé.e.s sur **leur origine sociale et géographique**.
 - La réforme de la fonction publique aboutit à la **précarisation** de nos professions et à la **suppression** des missions fondamentales du service public dans tous les domaines.
- 2) Ces mesures constituent **une attaque d'une ampleur inédite** contre la qualité de l'enseignement, la démocratie scolaire et l'égalité devant l'éducation. Nous exigeons donc :
 - le retrait de la réforme de l'orientation « Parcoursup » ;
 - le retrait de la réforme du baccalauréat et du lycée ;
 - le retrait du « plan social » annoncé dans la fonction publique ;
 - l'abandon du projet de modification des statuts des fonctionnaires et de contractualisation.

Nous exigeons en revanche des moyens supplémentaires, nécessaires au bon fonctionnement de tous les établissements scolaires, sans les mettre en concurrence.

- 3) **Nous dénonçons les pressions** exercées sur les élèves et les enseignant.e.s mobilisé.e.s. Nous renouvelons notre soutien à toute personne subissant des menaces ou des sanctions. Nous exprimons **notre indignation face aux violences policières** dont certain.e.s élèves ont été victimes – notamment au lycée Jean Macé.

Nous appelons collègues, élèves, étudiant.e.s et parents à rejoindre la mobilisation départementale et à participer à l'Assemblée générale qui se tiendra le jeudi 15 février à l'espace Robespierre (2 rue Robespierre, Ivry-sur-Seine), à 18h. Nous pourrons décider collectivement des futures actions à mener (manifestation départementale, pétition, liaisons avec les dates de mobilisation nationale...).

Avec le soutien des syndicats SNES, FSU, CGT, Sud